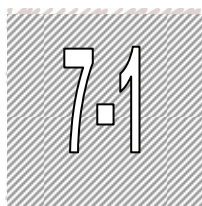


SAINT ROCH

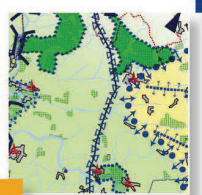


Saint-Roch Indre-et-Loire (37)

Plan Local d'Urbanisme



Notice sanitaire



Dossier d'approbation

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal du :



Espace *plan&terre*
2 rue Amedeo Avogadro
49070 Beaucouzé
Tél. 02 41 72 17 30
Fax 02 41 72 14 18
E-mail : agence@vudici.fr
Internet : www.vudici.fr

Sommaire

1.	ALIMENTATION EN EAU POTABLE.....	2
1)	Le réseau	2
2)	La production	2
3)	Ouvrages de stockage.....	3
4)	Lutte incendie.....	3
5)	Consommation et évaluation des besoins	3
2.	ASSAINISSEMENT	5
1)	Description du réseau collectif.....	5
2)	Le traitement	5
3)	Assainissement non collectif	6
4)	Dispositions projetées	6
3.	EAU PLUVIALE	7
1)	Les bassins versants.....	7
2)	Le réseau	7
3)	Qualité du milieu récepteur.....	7
4.	DECHETS – ORDURES MENAGERES	8
1)	La collecte	8
2)	Le traitement	8
3)	Dispositions en cours et projetées	8

1. Alimentation en eau potable

1) Le réseau

Sources : Commune, Rapport annuel sur le service public de l'eau potable (2011), Etude patrimoniale de faisabilité du regroupement des services d'eau (septembre 2013)

Gestion du réseau

La commune de SAINT-ROCH est desservie en eau potable par le SIAEP Semblançay, Charentilly, St-Antoine-du-Rocher, St-Roch en contrat d'affermage avec VEOLIA depuis 2006 (dernier contrat en cours du 1^{er} juillet 2006 au 31 décembre 2018). Il dessert en outre partiellement Fondettes (6 usagers) et Rouziers-de-Touraine (8 usagers). La population totale desservie est estimée à 6112 habitants en 2012.

Les prélèvements proviennent de forages situés à Semblançay. Elle est pompée dans le turonien.

Toute la commune est desservie.

Qualité de l'eau :

La qualité de l'eau est satisfaisante. 18 prélèvements ont été réalisés et 100% se sont révélés en conformité bactériologique et physico-chimique.

Linéaire de réseau

Le linéaire de réseau hors branchement correspond à 170 km sur le syndicat en 2012.

2) La production

Inventaire des installations

Il n'y a pas d'installations sur la Commune de Saint-Roch.

L'alimentation provient des points de prélèvements situés sur la commune de Semblançay.

- ▣ Forage de la Pesantière (prélèvement en nappe souterraine du Turonien), 139 238 m³ en 2011, capacité journalière en 2012 : 940 m³ /j, traitement par déferrisation et chloration
- ▣ Forage du Grand Launay (prélèvement en nappe souterraine du Turonien), 177 250 m³ en 2011, capacité journalière en 2012 : 1320 m³ /j, traitement par chloration

Les importations d'eau en provenance du SIVM Fondettes - Luynes - St-Etienne-de-Chigny représentent des volumes très faibles (17 m³ en 2011).

3) Ouvrages de stockage

Les ouvrages de stockage sont localisés à :

- ▣ Réservoir La Pesantière à Semblançay, 400 m³,
- ▣ Réservoir la Joue à Charentilly, 500 m³,
- ▣ Réservoir Chêne Baudet à Saint-Antoine du Rocher, 250 m³.

La capacité de réserve en jours de consommation moyenne est de 1,6 jour. Une capacité de réserve supérieure à 1 jour est considéré comme satisfaisante en première approche.

4) Lutte incendie

Il existe 29 poteaux BAYARD sur la Commune.

Par ailleurs, la commune n'est pas concernée par un périmètre de mise en œuvre d'un Plan Particulier d'Intervention

Rappel des réglementations :

Il est rappelé que le Maire est responsable de la protection incendie sur son territoire (article L.131-2 du Code des Communes).

En zone urbaine, les poteaux incendie doivent être implantés tous les 200 mètres environ, d'un diamètre 100 avec débit de 60 m³/h sous 1 bar de pression.

5) Consommation et évaluation des besoins

Il y a 2653 abonnés sur le SIAEP, en hausse de 1,6% entre 2010 et 2011

La consommation totale est de 259 865 m³ en 2012, en baisse de 15,3% par rapport à 2010. La consommation moyenne par abonnement domestique est de 98 m³ en 2012, contre 113 m³ en 2011 et 118 m³ en 2010.

Evolutions supposées, et implications à venir pour le réseau ?

Existe-t-il un besoin de croissance de la capacité en eau compte tenu de l'évolution des besoins (industriels et usagers domestiques) ?

- ▣ Les besoins industriels et artisanaux ne devraient pas ou peu évoluer car il n'y a pas de capacité d'accueil de nouvelles entreprises en zone artisanale (pas d'extension)

▣ Domestiques, en fonction de la croissance de population projetée

Le nombre de logements devrait augmenter d'environ 80 en 10 ans, soit 784 m³ supplémentaires chaque année, en considérant la consommation moyenne annuelle de 2011. D'une part, cette augmentation représente seulement 0,3% de la consommation annuelle totale du SIAEP, et d'autre part, ce chiffre pourrait être minoré par l'orientation à la baisse des consommations de chaque habitant (-15,3% entre 2010 et 2012).

Projets à l'étude

Une étude de prospection et de création d'un nouveau forage est en cours pour une mise en service envisagée vers 2015-2016 si possible, ainsi qu'une étude visant à la mutualisation avec d'autres syndicats voisins et communes.

2. Assainissement

Sources : Commune, Rapport annuel du délégataire sur le service public de l'assainissement (2012 - VEOLIA), Rapport annuel sur la STEP St-Roch La Vallée (2012, SATESE 37)

1) Description du réseau collectif

Gestion du réseau

La commune de Saint-Roch dispose d'un dispositif d'assainissement collectif communal de type séparatif réalisé.

Elle a délégué à C.E.S.P. Véolia la gestion de son service public d'assainissement par contrat d'affermage en date du 1^{er} Janvier 2007 (jusqu'au 31/12/2017).

Le rapport entre la population totale et la population assainie est de l'ordre de 70%.

Inventaire des installations

Les ouvrages de la collectivité comprennent :

- ▣ 8 800 mètres de réseaux de collecte,
- ▣ 5 stations de relèvement,
- ▣ 5 déversoirs d'orage et trop-pleins,
- ▣ 1 usine de dépollution d'une capacité totale de 1 350 équivalents-habitants

Le réseau couvre :

- ▣ Le bourg de St-Roch et les hameaux suivants :

Les pièces de la Baratterie, la Foire de St-Roch, le Château, la Vallée de Saint-Roch, le Mortier Renaud, La Petite Brosse, Le Pont Bidon, La Gentilhommière, Le Chêne (en partie), la zone d'activités des Terrages, La Picherie et la Sourisserie.

2) Le traitement

Usine de dépollution

Les volumes collectés sont traités à l'usine de traitement situé au lieu-dit La Vallée.

Cette station a été construite en 1990, puis agrandie en 2008.

Type de traitement : Boues activées

Elle a une capacité nominale de 1350 éq/hab., soit une capacité de traitement de 81 kg DBO5/j pour un volume journalier de 270 m³/j.

Volume traité

Le volume arrivé à l'usine de traitement s'élève à 64240 m³ pour l'année 2013, soit un débit moyen de 176 m³/jour.

L'entreprise récoltée la plus importante est la Blanchisserie de l'avenir.

Au total, les entreprises redevables représentent 15 T de matière sèche.

Valorisation des produits traités

Les boues produites par l'usine (soit 15,87 tonnes de matière sèche en 2013) sont valorisées à 100% par l'agriculture.

3) Assainissement non collectif

Assainissement collectif de gestion privé :

Il n'y a pas de réseau d'assainissement collectif de gestion privée : oui non

Assainissement non collectif

Les constructions non desservies par le réseau d'assainissement collectif doivent traiter les eaux usées par des techniques d'assainissement autonome dans un souci de salubrité et de respect de l'environnement. L'entretien régulier est la principale garantie de fonctionnement d'un assainissement individuel.

Les eaux usées produites par une habitation doivent être épurées avant d'être rejetées au milieu naturel. L'assainissement non collectif se caractérise par la mise en place d'un dispositif composé d'un système de prétraitement et de traitement. Le système de traitement dépend notamment de l'aptitude du sol à l'infiltration (carte à consulter dans l'étude de zonage d'assainissement annexée au PLU – 8.1.).

4) Dispositions projetées

Le zonage d'assainissement, établi en 1998, a été révisé en octobre 2010.

Projet d'extension du réseau collectif public

oui En projet

Pour la desserte de l'extension prévue en zone 2AUh (Le Fourgon)

En 2013, la station d'épuration a reçu en moyenne 176 m³/j soit environ deux tiers de sa capacité hydraulique nominale. La possibilité de raccordements restant disponible sur la station d'épuration peut être estimée à environ 350 branchements à condition de travailler sur la réduction des apports en eaux parasites.

3. Eau pluviale

Sources : Commune, Rapport annuel sur la STEP St-Roch La Vallée (2012, SATESE 37)

1) Les bassins versants

Le territoire communal est arrosé par le bras Nord de la Petite Choisille (aussi appelée Choisille de Saint Roch) qui prend sa source dans la commune. Il ne devient pérenne qu'au niveau du bourg, et va se jeter ensuite dans la Choisille au niveau du Gué Moudoux (situé à la jonction entre les communes de Fondettes, Saint-Cyr et la Membrolle). La Petite Choisille draine également quelques ruisseaux intermittents (et même généralement à sec l'été) qui la rejoignent en aval du bourg.

La Directive Cadre Européenne fixe un cadre pour la politique de l'eau. Elle fixe un objectif de "bon état écologique des eaux souterraines et superficielles en Europe pour 2015". La Choisille correspond à un Grand Cours d'Eau (RGR0313). Le respect du bon état écologique a été reporté pour 2021, et pour le bon état chimique en 2027. En 2009, l'état des différents paramètres est jugé "bon" à "très bon".

Existe-t-il un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) ? Non

2) Le réseau

Dans la majeure partie du territoire communal les effluents s'évacuent indirectement par les fossés et les ruisseaux. Le réseau est de type séparatif.

Les secteurs desservis sont les lotissements et le Bourg principalement.

3) Qualité du milieu récepteur

Quelle est l'Agence de l'Eau ? LOIRE BRETAGNE

Etat des lieux DCE et objectifs environnementaux :

Code Masse d'Eau	Nom de la Masse d'Eau	Paramètres en doute de non atteinte	Paramètres en risque de non atteinte du bon état	Objectif Etat Global
FRGR0313	La Choisille et ses affluents depuis Cerelles jusqu'à sa confluence avec la Loire		Macropolluants Pesticides Morphologie	2015

Les traitements des eaux usées et les niveaux de qualité minimaux à fixer pour les rejets devront donc permettre d'éviter, dans les limites économiquement raisonnables, les risques de pollutions ponctuelles des nappes et des eaux de surface.

4. Déchets – ordures ménagères

Sources : Commune, Communauté de Communes de Gâtine et Choisses, Rapport annuel sur le service public d'élimination des déchets - 2012

1) La collecte

Ordures ménagères

La compétence est assurée par la Communauté de Communes Gâtine et Choisses, dont le siège est localisé à Saint-Antoine du Rocher.

La collecte des ordures ménagères est assurée 1 fois par semaine, le lundi sur :

- ▣ l'ensemble du territoire communal (écarts et hameaux compris)

La collecte des déchets encombrants (monstres) est effectuée par dépôt en déchetterie.

Tri des déchets

Une collecte sélective des déchets par apport volontaire est mise en place :

Le tri concerne le verre, plastique, papier.

Il s'effectue par bacs situés sur le parking de l'école.

Le territoire intercommunal dispose de deux déchetterie à Saint-Antoine du Rocher et à Pernay.

Elle récupère : les verres, plastique, papier-cartons, batterie, gravats, déchets verts, encombrants, piles, huiles, ferrailles et tout venant.

Ces déchetteries présentent un volume d'activité de 5 787 tonnes.

2) Le traitement

Les emballages ménagers et le papier sont acheminés au centre de tri de Montlouis sur Loire. Les déchets ménagers résiduels sont enfouis au Centre de Stockage des Déchets Ultimes (CSDU) de SONZAY. Le verre est directement envoyé en verrerie pour y être recyclé en bouteilles et pots en verre.

3) Dispositions en cours et projetées

Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, l'objectif est de réduire la production des déchets ménagers de 7% en 5 ans.

Les opérations mises en place par la Communauté de Communes sont :

- ▣ L'opération composteur (depuis 2001) : 53 composteurs distribués en 2012 portant le total à 1037 composteurs au 31/12/2012. On considère qu'environ 30% du contenu de la poubelle peut être composté, soit environ 100 kg/ habitant / an.

- ▣ Le partenariat éco-systèmes (depuis 2008) : pour le ramassage en déchetteries et le traitement spécifique des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE). La collecte de ces appareils représente 94,5 T, en augmentation de 10% par rapport à 2011, soit l'économie de 117 barils de pétrole et 57 T de CO².
- ▣ Le partenariat Recyclum : pour la collecte et le recyclage des sources lumineuses usagées (lampes, tubes, etc...), soit 566 kg en 2012, recyclés à plus de 93%.
- ▣ Le partenariat Eco-TLC (Textile, Linges de maison, Chaussures) : 8 T ont été remis au réseau Le Relais qui revalorise 90% des tonnages collectés.

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) a été approuvé par arrêté préfectoral du 18 octobre 2004. Il fixe des objectifs quantitatifs et qualitatifs en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés. Depuis 2010, le PDEDMA 37 est en cours de révision.

Le Plan Départemental de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics. (BTP) a été approuvé par le Préfet le 2 juillet 2003.

Commune de Saint-Roch (37)

Aménagement des sites « Les Quatre Arpents », « Le Fourgon », « Ancienne Ecole »

Diagnostic hydraulique – Note de synthèse

I. Présentation - Contexte

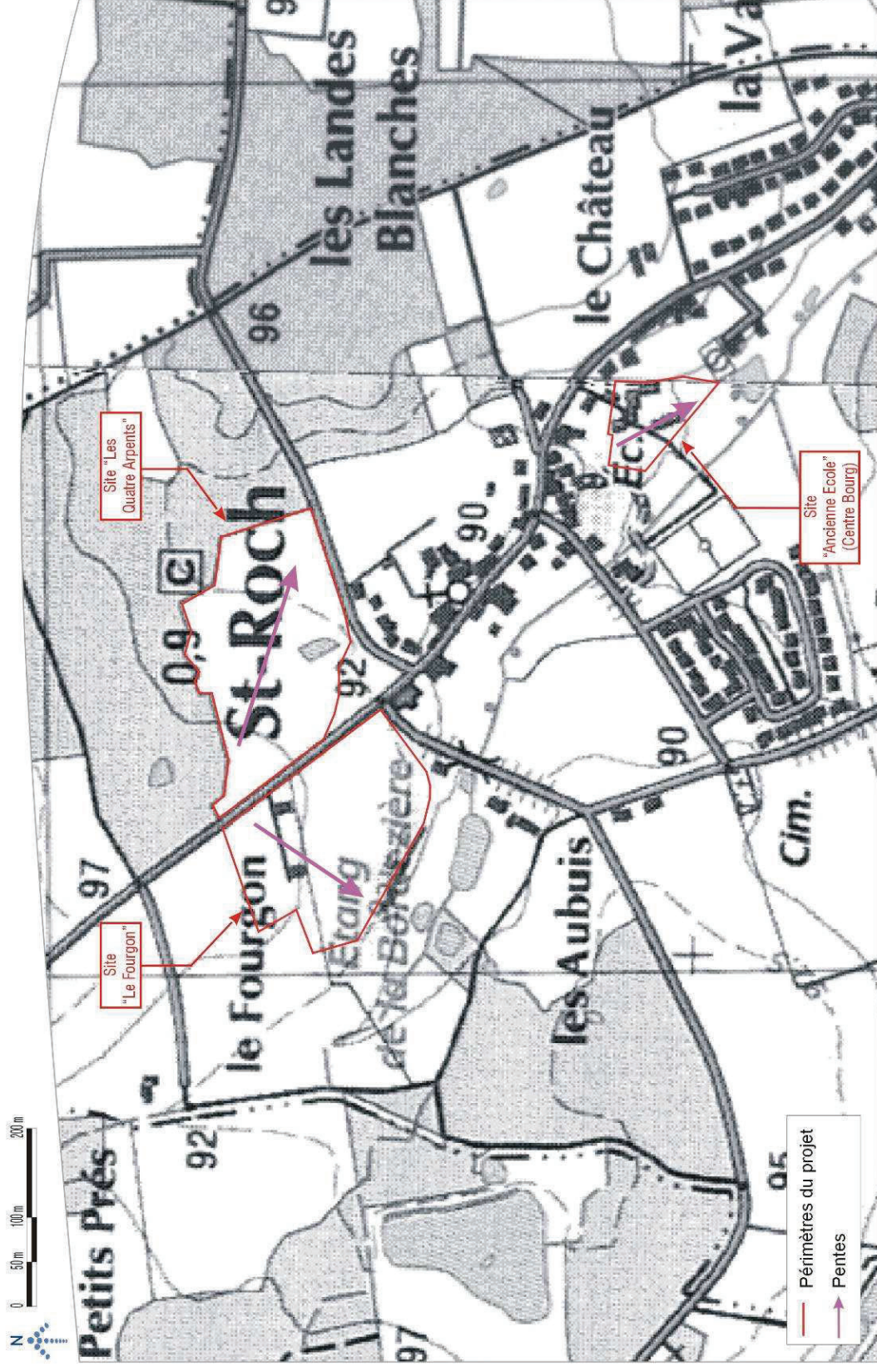
Le site de l'« Ancienne Ecole » est situé au sein la zone urbanisée de Saint-Roch, en contrebas de la RD36. La topographie générale suit une pente orientée nord-ouest/sud-est. L'occupation du sol est caractérisée par du bâti (bâtiments de l'ancienne école et revêtement d'asphalte » recouvrant les 2/3 du site. Le sud-est du site est concerné par une prairie pâturée.

Les sites « les Quatre Arpents » et « Le Fourgon » s'étendent au nord du bourg de Saint-Roch de part et d'autre de la RD36 positionnée en ligne de crête. Les eaux de ruissellement s'étalent sur deux sous-bassins versants différents.

Le site « Les Quatre Arpents » suit une pente topographiquement orientée nord-est/sud-ouest. Les écoulements convergent vers un fossé affluent du ruisseau de Saint-Roch. L'occupation actuelle du sol est caractérisée par une culture.

Le site « Le Fourgon » suit une pente nord-ouest/sud-est orientant les écoulements vers le fossé amont du ruisseau de Saint-Roch. Ce site présente un facies de friche.

LOCALISATION DES SITES D'ETUDE ET TOPOGRAPHIE GENERALE



Fond cartographique : IGN

Figure 1 : Plan de localisation et topographie générale

II. Hydraulique à l'échelle des sites et de leurs abords

Site « Le Fourgon »

De par sa position topographique, le site « Le Fourgon » ne reçoit pas d'apports d'eaux pluviales de hauts fonds. On note la présence d'un fossé en bordure de la voirie situé aux extrémités nord (chemin) et ouest (RD36) qui collecte les eaux de ruissellement.

On note la présence d'un petit fossé secondaire à l'ouest du site. Ce dernier a une fonction de collecte des eaux de ruissellement et se rejette dans le fossé amont du Ruisseau de Saint-Roch.

Site « Les Quatre Arpents »

Le site « Les Quatre Arpents » est ceinturé par un réseau de fossés qui intercepte en partie les apports d'eaux pluviales de hauts fonds provenant du boisement situé au nord. En effet, un fossé parcourt la frange boisée en contact avec les terrains. Un second fossé borde la voirie au sud du site.

L'orientation générale du site (nord-ouest/sud-est) pente vers un talweg drainé par un fossé principal qui rejoint le ruisseau de Saint-Roch au droit du site de l'«Ancienne Ecole ».

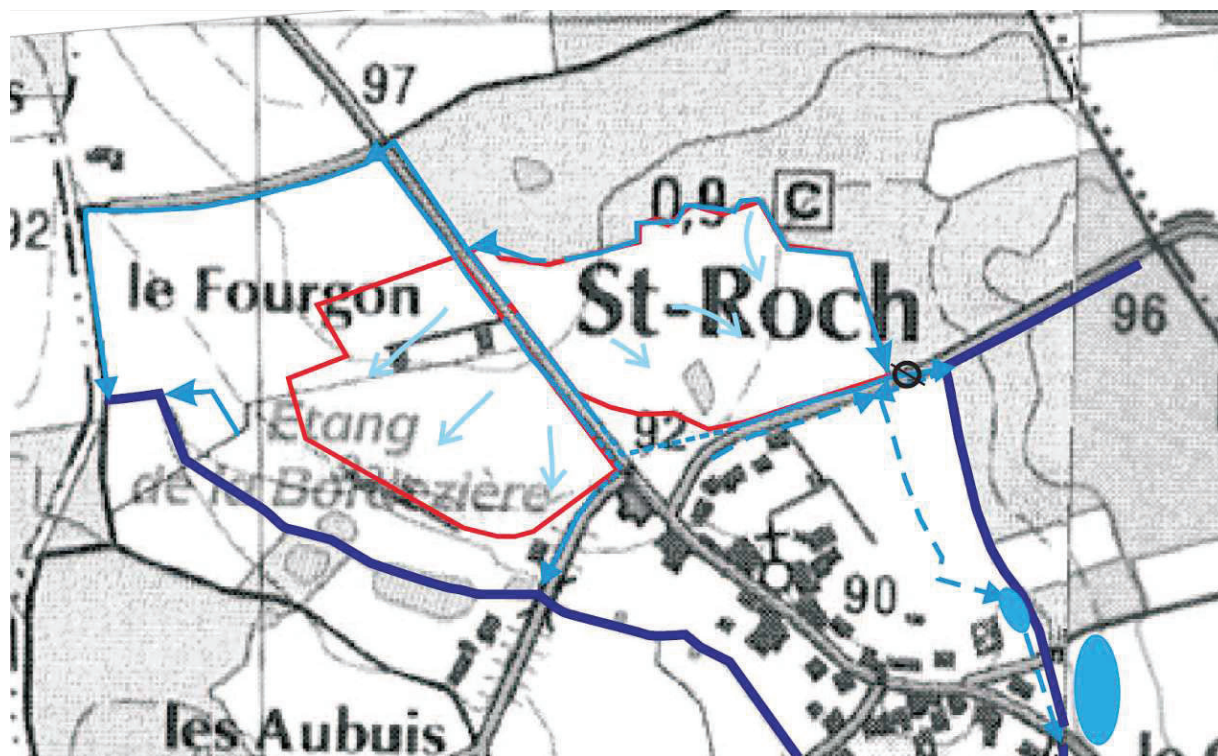


Figure 2 : Hydraulique à l'échelle des sites « Le Fourgon » et « Les Quatre Arpents »

Site de « L'Ancienne Ecole »

Le site de « L'Ancienne Ecole » est en grande partie imperméabilisé. Les eaux pluviales des bâtiments et des surfaces imperméabilisées sont collectées par un réseau d'eaux pluviales qui se rejettent dans le ruisseau de Saint-Roch, en contrebas du site. On note que le site reçoit des apports d'eaux pluviales de l'accès nord du site.

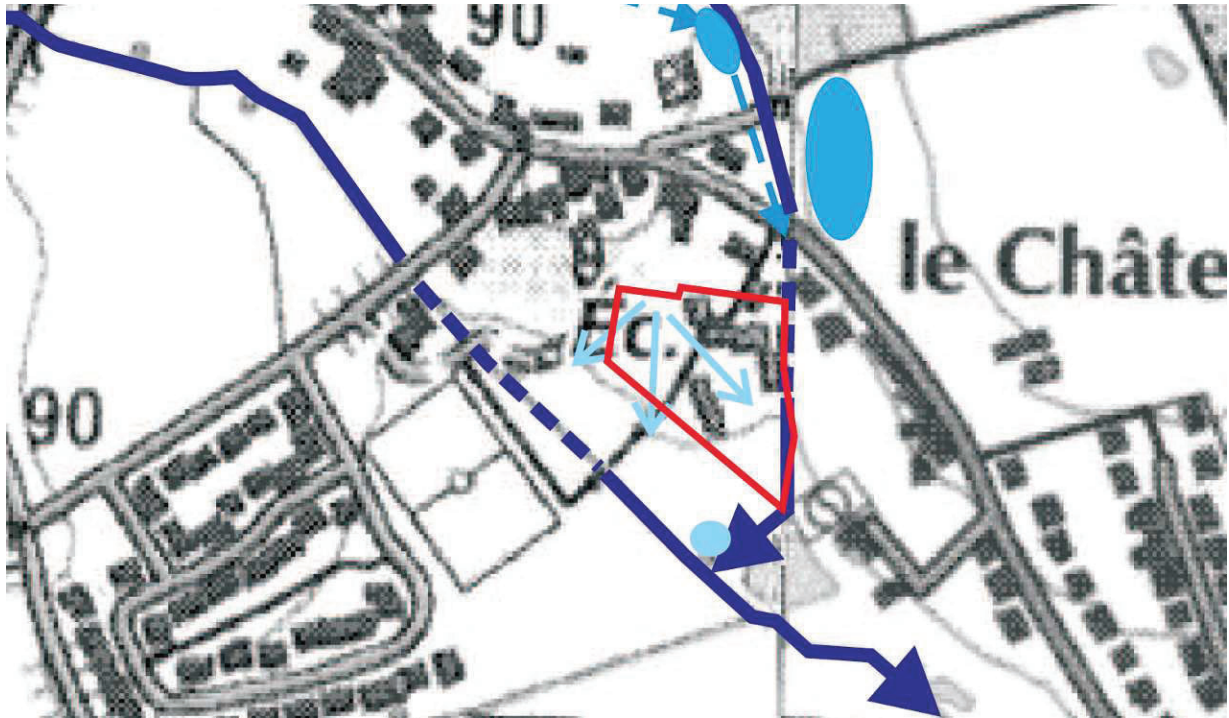
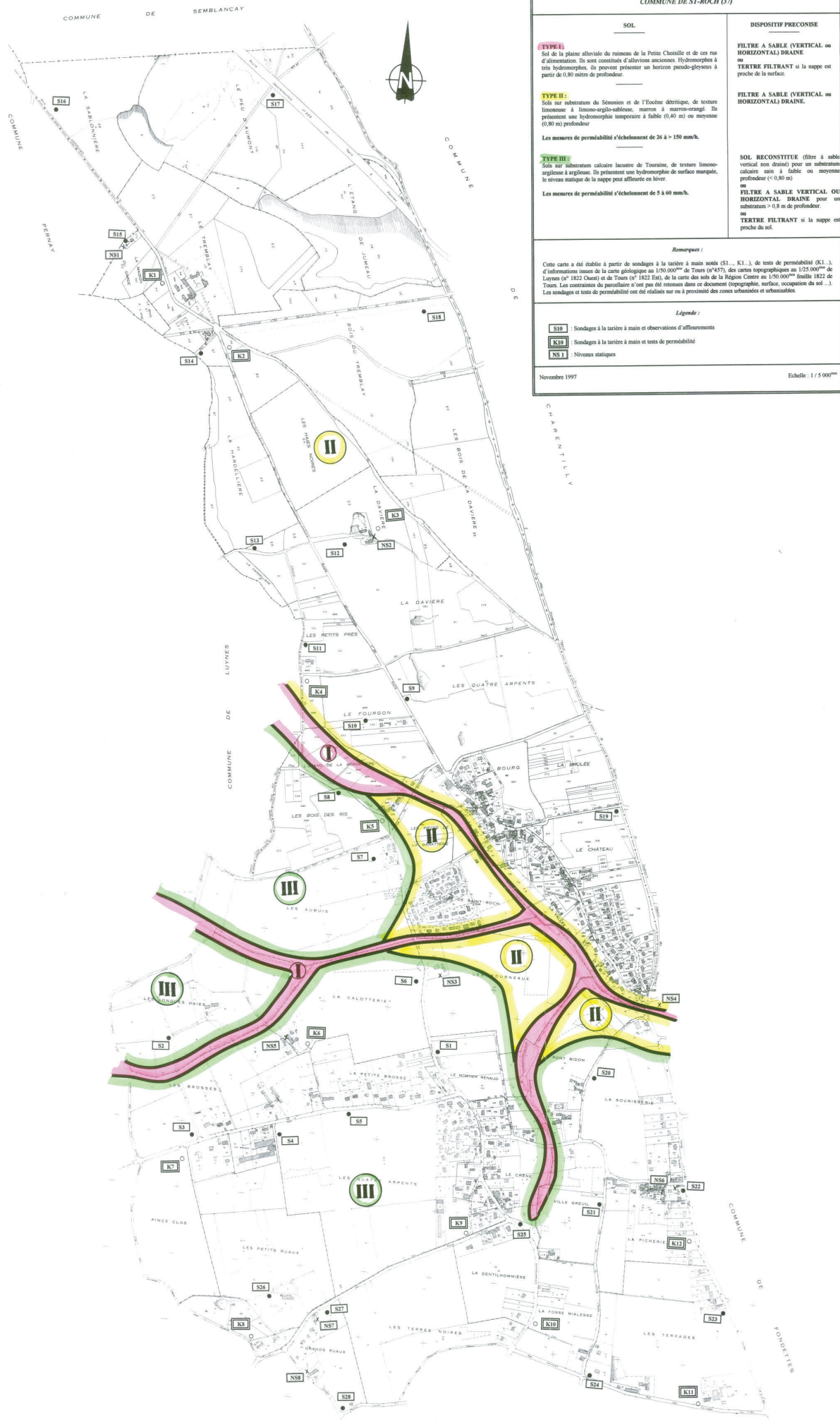


Figure 3 : Hydraulique à l'échelle du site « L'Ancienne Ecole »

Aucun des trois sites ne comporte de zone humide dans son emprise.

On notera la présence d'une mare en contrebas du site de l'« Ancienne Ecole » dans la prairie qui jouxte le cours d'eau.





11 Allée Jean Monnet

86170 NEUVILLE-DE-POITOU

Tél : 05 49 00 43 20

Fax : 05 49 00 43 30

DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

COMMUNE DE SAINT-ROCH

REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Présentée par

NCA Environnement

11 allée Jean Monnet

86170 NEUVILLE-DE-POITOU

Tél : 05.49.00.43.20

Fax : 05.49.00.43.30

- Octobre 2010 -

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	3
II. RAPPEL REGLEMENTAIRE	3
II.1. CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT AUTONOME :	4
II.1.1 Démarches relevant de la responsabilité des propriétaires :	4
II.1.2 Démarches relevant de la responsabilité de la commune :	5
II.2. CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF :	9
II.2.1 Démarches relevant de la responsabilité des propriétaires :	9
II.2.2 Démarches relevant de la responsabilité de la commune :	9
II.3. CONCERNANT LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT :	10
III. PRESENTATION DE LA COMMUNE.....	13
III.1. CARACTERISTIQUES GENERALES.....	13
III.1.1 Situation géographique	13
III.1.2 Population	13
III.1.3 Urbanisation.....	15
III.1.4 Assainissement des eaux usées domestiques.....	15
III.2. CARACTERISTIQUES DU MILIEU NATUREL	16
III.2.1 Hydrologie.....	16
III.2.2 S.D.A.G.E.	18
III.2.3 Géologie	19
III.2.4 Hydrogéologie.....	22
III.2.5 Captage d'eau potable	22
IV. ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	23
V. ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	24
V.1. APPROCHE TECHNIQUE ET FINANCIERE	25
V.2. CHOIX DE LA COMMUNE	28
VI. CONCLUSION	29

I. INTRODUCTION

Conformément aux orientations définies par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (révisée le 30 décembre 2006), la commune de SAINT-ROCH a réalisé en 1998 son étude de Zonage d'Assainissement.

Cette étude est le fruit de la réflexion menée par la Municipalité, avec le soutien technique et financier du Conseil Général, de l'Agence de l'eau Loire Bretagne.

Cette étude a permis au conseil municipal de définir les zones de la commune de SAINT-ROCH relevant des techniques d'assainissement collectif et les zones relevant des techniques d'assainissement non-collectif.

Aussi, le choix du mode d'assainissement doit-il concilier de multiples enjeux. Il convient d'assurer l'évacuation des eaux usées en harmonie avec la protection de l'environnement et les conditions économiques locales.

La commune de SAINT-ROCH a décidé d'engager une révision de son zonage d'assainissement afin d'intégrer les nouvelles perspectives d'urbanisation de sa commune et de mettre en adéquation son zonage d'assainissement collectif avec les nouvelles délimitations de son Plan Local d'Urbanisme.

II. RAPPEL REGLEMENTAIRE

L'assainissement des eaux usées domestiques constitue une obligation pour les collectivités et les particuliers. Deux techniques juridiquement fondamentalement différentes sont possibles :

- l'assainissement collectif, basé sur une collecte et un traitement des effluents dans le domaine public, qui relève de la collectivité,
- l'assainissement autonome, localisé dans le domaine privé, qui relève du particulier.

La responsabilité de la collectivité est engagée en cas de mauvais fonctionnement dans les deux situations. Si, en matière d'assainissement collectif, les choses sont claires depuis de nombreuses années, il a fallu attendre la Loi sur l'Eau de 1992, remise à jour en 2006 pour doter les collectivités de textes juridiques définissant leurs compétences en matière d'assainissement individuel leur permettant ainsi d'assumer leurs responsabilités.

Nous rappellerons dans les paragraphes suivants les principaux textes définissant les responsabilités des uns et des autres.

II.1. Concernant l'assainissement autonome :

II.1.1 Démarches relevant de la responsabilité des propriétaires :

Article L1331-1 du Code de la Santé Publique :

"Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés".

Article L1331-11-1 du Code de la Santé Publique :

« Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

Si le contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code est daté de plus de trois ans ou inexistant, sa réalisation est à la charge du vendeur. »

Cette obligation d'annexer lors de la vente d'un bien le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif rentre en vigueur au 1^{er} janvier 2011.

Article L. 2616-6 du Code de l'Environnement :

"Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune (...) ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de « 75 000 € » d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées".

II.1.2 Démarches relevant de la responsabilité de la commune :

Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif

Article 2 :

La mission de contrôle vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Cette mission comprend :

- 1. Pour les installations ayant déjà fait l'objet d'un contrôle : un contrôle périodique selon les modalités fixées à l'article 3 ;*
- 2. Pour les installations n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle :*
 - a) Pour celles réalisées ou réhabilitées avant le 31 décembre 1998 : un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien selon les modalités fixées à l'article 4 ;*
 - b) Pour celles réalisées ou réhabilitées après le 31 décembre 1998 : une vérification de conception et d'exécution selon les modalités fixées à l'article 5.*

Article 3 :

Le contrôle périodique consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place, à :

- a) Vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par la commune ;*
- b) Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;*
- c) Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.*

La commune définit une fréquence de contrôle périodique n'excédant pas dix ans, en application de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales. Cette fréquence peut varier selon le type d'installation et ses conditions d'utilisation.

Article 4 :

Le diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place, à :

- a) Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;*
- b) Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;*
- c) Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation ;*

Article 5 :

La vérification de conception et d'exécution consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place, à :

- a) Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;*
- b) Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;*
- c) Vérifier l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;*

- d) Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation ;
- e) Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

Article 6 :

L'installation comprend :

- un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué ;
- un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol.

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des eaux usées ou à leur traitement, un bac dégraisseur est installé dans le circuit des eaux ménagères et le plus près possible de leur émission. Les eaux usées domestiques sont traitées par le sol en place au niveau de la parcelle de l'immeuble, au plus près de leur production, selon les règles de l'art, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) La surface de la parcelle d'implantation est suffisante pour permettre le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif ;
- b) La parcelle ne se trouve pas en terrain inondable, sauf de manière exceptionnelle ;
- c) La pente du terrain est adaptée ;
- d) L'ensemble des caractéristiques du sol doivent le rendre apte à assurer le traitement et à éviter notamment toute stagnation ou déversement en surface des eaux usées prétraitées ; en particulier, sa perméabilité doit être comprise entre 15 et 500 mm/h sur une épaisseur supérieure ou égale à 0,70 m ;
- e) L'absence d'un toit de nappe aquifère, hors niveau exceptionnel de hautes eaux, est vérifiée à moins d'un mètre du fond de fouille.

Dans le cas où le sol en place ne permet pas de respecter les conditions mentionnées aux points b à e ci-dessus, peuvent être installés les dispositifs de traitement utilisant :

- soit des sables et graviers dont le choix et la mise en place sont appropriés, selon les règles de l'art ;
- soit un lit à massif de zéolithe.

Article 7 :

Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement

sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8.

Cette évaluation doit démontrer que les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs de traitement, telles

que préconisées par le fabricant, permettent de garantir que les installations dans lesquelles ils sont intégrés respectent :

- les principes généraux visés aux articles 2 à 5 ;
- les concentrations maximales suivantes en sortie de traitement, calculées sur un échantillon moyen journalier : 30 mg/l en matières en suspension (MES) et 35 mg/l pour la DBO₅. Les modalités d'interprétation des résultats d'essais sont précisées en annexes 2 et 3.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal officiel de la République française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques.

Voici la liste des installations parue au Journal Officiel depuis la sortie de l'arrêté de 2009 :

- COMPACT'O 4ST2 : Avis relatif à l'agrément n°[2010-002](#)
- TOPAZE T5 avec filtre à sable : Avis relatif à l'agrément n°[2010-003](#)
- ACTIBLOC 2500-2500 SL : Avis relatif à l'agrément n°[2010-004](#)
- BIONEST PE-5 : Avis relatif à l'agrément n°[2010-005](#)
- BIOFRANCE F4 et BIOFRANCE PLAST F4 : Avis relatif aux agréments n°[2010-006 et 2010-007](#)
- SEPTODIFFUSEUR SD14, SEPTODIFFUSEUR SD22 et SEPTODIFFUSEUR SD23 : Avis relatif aux l'agréments n°[2010-008 et 2010-009](#)
- BIO REACTION SYSTEM : Avis relatif à l'agrément n°[2010-010](#)
- Monocuve type 6 : Avis relatif à l'agrément n°[2010-011](#)
- Epurfix CP 5 EH et Epurflo maxi CP 5 EH et 6 EH : Avis relatif aux agréments n°[2010-12, 2010-013 et 2010-14](#)
- Oxyfix C-90 MB 4 EH 4500 et Oxyfix C-90 MB 5 EH 6000 : Avis relatif aux agréments n°[2010-015 et 2010-16](#)
- GAMME EPURFLO MODÈLES MAXI CP et GAMME EPURFIX MODÈLES CP : Avis relatif aux agréments n°[2010-17 et 2010-18](#)
- INNO-CLEAN EW 4 : Avis relatif à l'agrément n°[2010-19](#)
- SIMBIOSE 4 EH : Avis relatif à l'agrément n°[2010-21](#)
- BIODISC BA 5EH : Avis relatif à l'agrément n°[2010-22](#)

Article L1331-11 du Code de la Santé Publique :

Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :

- 1° Pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;
- 2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;
- 3° Pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;
- 4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° et 3° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8, dans les conditions prévues par cet article.

II.2. Concernant l'assainissement collectif :

II.2.1 Démarches relevant de la responsabilité des propriétaires :

Article L1331-1 du Code de la Santé Publique :

"Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte».

II.2.2 Démarches relevant de la responsabilité de la commune :

Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

"Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages (...)"

Article R2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 art. 1 Journal Officiel du 4 mai 2006)

Les communes dont tout ou partie du territoire est compris dans une agglomération d'assainissement dont les populations et les activités économiques produisent des eaux usées dont la charge brute de pollution organique est supérieure à 120 kg par jour doivent être équipées, pour la partie concernée de leur territoire, d'un système de collecte des eaux usées.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les prescriptions techniques minimales qui permettent de garantir sans coût excessif l'efficacité de la collecte et du transport des eaux usées ainsi que celle des mesures prises pour limiter les pointes de pollution, notamment celles dues aux fortes pluies.

Article R2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales :

(Décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 art. 1 Journal Officiel du 4 mai 2006)

Les eaux entrant dans un système de collecte des eaux usées doivent, sauf dans le cas de situations inhabituelles, notamment de celles dues à de fortes pluies, être soumises à un traitement avant d'être rejetées dans le milieu naturel, dans les conditions fixées aux articles

R. 2224-12 à R. 2224-17 ci-après.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les prescriptions techniques minimales qui permettent de garantir l'efficacité de l'épuration des eaux usées, en ce qui concerne notamment la "demande biochimique en oxygène" (DBO), la "demande chimique en oxygène" (DCO), les matières en suspension (MES), le phosphore et l'azote.

Lorsque l'installation est soumise à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-2 à L. 214-6 du code de l'environnement, les prescriptions techniques minimales prévues à l'alinéa précédent peuvent être complétées ou renforcées par les arrêtés préfectoraux pris en application des articles 13 et 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ou les mesures édictées en application des articles 31 et 32 du même décret.

II.3. Concernant le zonage d'assainissement :

Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

"Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien,*
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".*

Le présent document concerne uniquement les points 1 et 2 cités ci-dessus conformément à l'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article R2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales :

(Décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 art. 1 Journal Officiel du 4 mai 2006)

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10.

Pour l'application de la présente section, on entend par :

- "agglomération d'assainissement" une zone dans laquelle la population et les activités

économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final ;

- "charge brute de pollution organique" le poids d'oxygène correspondant à la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) calculé sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année ;

- "équivalent habitant (EH)" la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.

Article R2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales :

(Décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 art. 1 Journal Officiel du 4 mai 2006)

Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.

Article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

(Décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 art. 1 Journal Officiel du 4 mai 2006)

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement.

Article R2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales :

(Décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 art. 1 Journal Officiel du 4 mai 2006)

Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

Article R123-6 du Code de l'Environnement :

(Décret n° 2006-578 du 22 mai 2006 art. 2 I Journal Officiel du 23 mai 2006)

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces suivantes, qui peuvent être regroupées en tant que de besoin :

I. - Lorsque l'opération n'est pas soumise à décision d'autorisation ou d'approbation :

1° Une notice explicative indiquant :

a) L'objet de l'enquête ;

b) Les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête ;

c) Lorsque l'étude d'impact n'est pas requise : les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître de l'ouvrage, le projet soumis à enquête a été retenu ;

2° L'étude d'impact ou la notice d'impact lorsque l'une ou l'autre est requise ;

3° Le plan de situation ;

4° Le plan général des travaux ;

5° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;

6° Lorsque le maître de l'ouvrage est une personne publique, l'appréciation sommaire des dépenses, y compris le coût des acquisitions immobilières ;

7° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée ;

8° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire, les avis émis par une autorité administrative sur le projet d'opération.

II. - Lorsque l'opération est soumise à décision d'autorisation ou d'approbation :

1° Le dossier prévu par la réglementation relative à l'opération projetée ;

2° Les pièces visées aux 2°, 7° et 8° du I ci-dessus.

III. PRESENTATION DE LA COMMUNE

III.1. Caractéristiques générales

III.1.1 Situation géographique

D'une superficie de 475 hectares, Saint-Roch est une petite commune située à 12 km de Tours, et à 16 km de Neuillé-Pont-Pierre, son chef-lieu de Canton. Elle est bordée au Nord par la commune de Semblançay ; à l'Est, une ancienne voie romaine fait la limite avec les communes de Charentilly et de Fondettes. La délimitation Ouest est assurée par les communes de Pernay et de Luynes.

Deux accès la relie au cœur de l'agglomération tourangelle : la RD 959 et la RD 36.

III.1.2 Population

L'évolution de la population de la commune de SAINT-ROCH est donnée dans le tableau ci-dessous (*source INSEE*) :

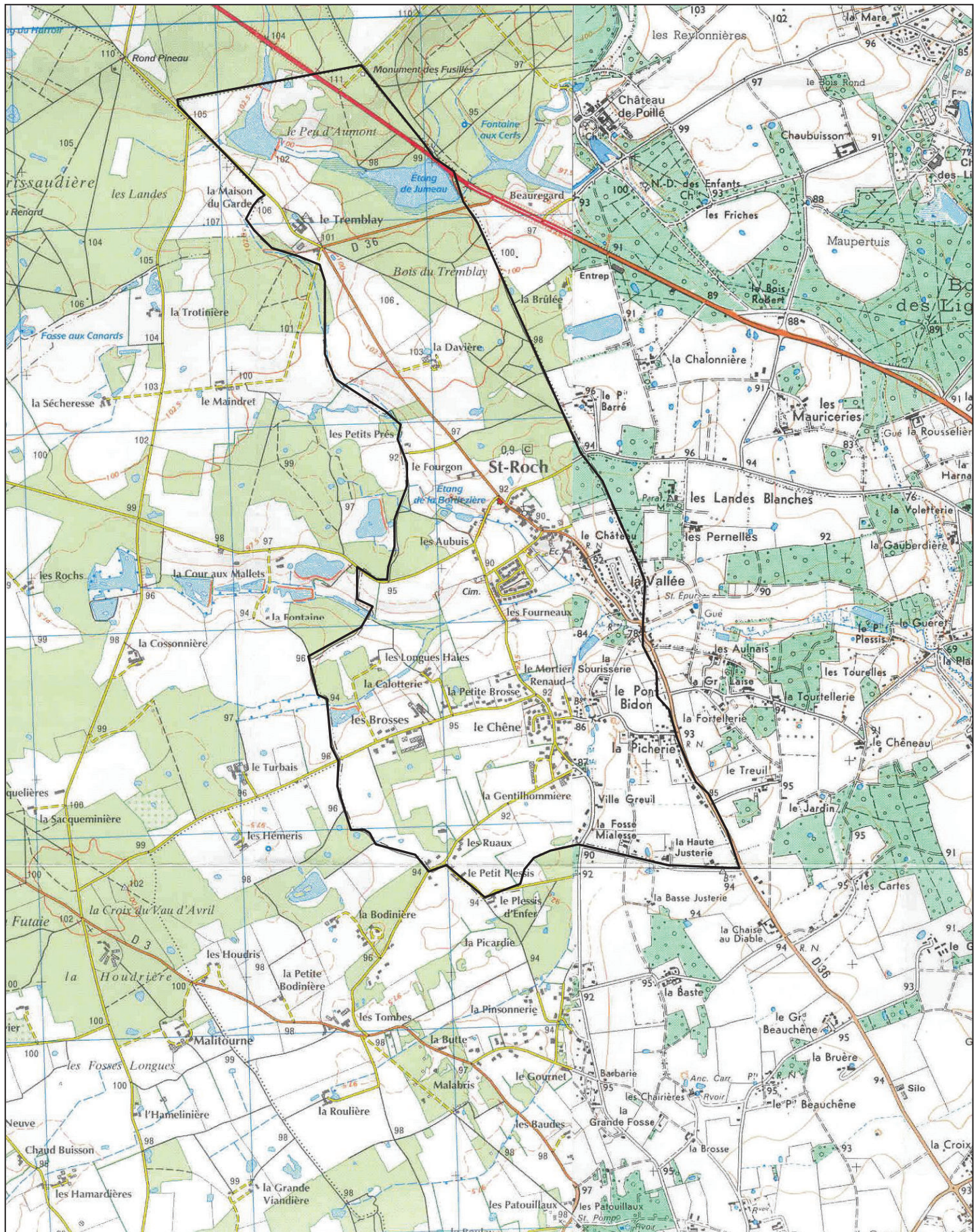
Année	1990	1999	2007
Population	853	871	1 172

La commune de Saint-Roch a connu, depuis 1975, un accroissement considérable de sa population (qui a été multipliée par 4,5 en 35 ans). Depuis 1999, la commune connaît un accroissement annuel de 4,3 %.

COMMUNE DE SAINT ROCH

Plan de localisation de la commune
Extrait des cartes IGN
1822 O : LUYNES et 1822 E : TOURS

Echelle : 1 / 25 000



III.1.3 Urbanisation

La commune de SAINT-ROCH dispose d'un Plan Local d'Urbanisme. Ce document d'urbanisme a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 7 octobre 2005. Ce PLU a subi une première modification en date du 4 juin 2007 (Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme).

L'objectif du projet urbain est de renforcer l'urbanisation sur le bourg, tout en permettant le confortement limité de certains villages pour compléter la diversité foncière et favoriser la permanence de la vie en zone très rurale, ceci dans un cadre réglementaire spécifique.

L'élaboration du PLU s'oriente vers les thèmes suivants :

- le développement de l'habitat avec une urbanisation autour du bourg.
- Conserver le caractère paysager préservé des villages ayant une personnalité architecturale par l'intermédiaire d'un patrimoine bâti remarquable.
- Renforcer la sécurité des déplacements routiers et piétons.
- Maintenir le développement de l'activité économique.

Au niveau du bourg, il s'agit principalement de la zone au Nord de la Mairie en créant une zone « AU » au lieu-dit « les Quatre Arpents » et à l'ouverture de la zone NA prévue par le POS antérieur aux « Pièces de la Rabatterie ».

D'après les documents INSEE de 2007, il a été recensé 395 habitations principales, 10 logements secondaires et 6 logements vacants soit au total 411 habitations.

Ainsi, **la taille moyenne des foyers était de 3,0 habitants par logement.**

III.1.4 Assainissement des eaux usées domestiques

La commune de Saint-Roch dispose d'un système d'assainissement collectif composé de :

- D'un réseau séparatif d'eaux usées
- 6 postes de refoulement (Rue Principale, Rue de la Picherie, Chemin du Chêne, rue du Clos des Chênes, allée du Mortier Renaud, Zone d'activités).
- Station d'épuration de type « Boues activées » d'une capacité de 1350 EH. Cette station a été mise en service en 1990. Elle possède une charge organique nominale de 81 kg DBO5/jour et une charge hydraulique nominale de 202 m3/jour.

Ce réseau d'assainissement collecte les secteurs du Bourg, les Pièces de la Baratterie, la Foire de Saint-Roch, la Vallée, le Mortier Renaud, le Chêne, la Picherie, la Zone d'activités.

Le plan du réseau est présenté sur la page suivante.

D'après le dernier bilan effectué le 8 avril 2010 par l'exploitant du réseau (Véolia), le charge hydraulique en entrée de station serait d'environ 130m³/j (soit 64 % de sa capacité nominale) et la charge organique serait de 36 Kg DBO₅/j (soit 45 % de sa capacité nominale).

<i>Paramètre</i>	<i>Résultat (mg/L)</i>		<i>Calcul du Flux en Kg/j</i>		<i>Rendement épuratoire</i>
	<i>Entrée</i>	<i>Sortie</i>	<i>Entrée</i>	<i>Sortie</i>	
MES	275	4	41,25	0,60	98,55%
DCO	564	36	84,60	5,40	93,62%
DBO ₅	240	2,9	36,00	0,44	98,79%
NH ₄	44,5	3,7	6,68	0,56	
NTK	65,5	5,7	9,83	0,86	91,30%
NO ₂	0,01	0,13	0,00	0,02	
NO ₃	0,6	0,6	0,09	0,09	
NGL	66,11	6,43	9,92	0,96	90,27%
Pt	9,2	0,71	1,38	0,11	92,28%

Bilan 24h effectué sur la station de Saint-Roch du 7 au 8 avril 2010.

Les rendements épuratoires de la station de traitement de Saint-Roch sont bons.
Actuellement la station de traitement de Saint-Roch fonctionne à 60 % de sa capacité de traitement.

III.2. Caractéristiques du milieu naturel

Nous présentons ici les caractéristiques du milieu naturel de la commune.

III.2.1 Hydrologie

La commune de Saint-Roch est arrosée par le bras Nord de la Petite Choisille (aussi appelée Choisille de Saint Roch) qui prend sa source dans la commune, ne devient pérenne qu'au niveau du bourg, et va se jeter ensuite dans la Choisille au niveau du Gué Moudoux (situé à la jonction entre les communes de Fondettes, Saint-Cyr et la Membrolle). La Petite Choisille draine également quelques ruisseaux intermittents (et même généralement à sec l'été) qui rejoignent en aval du bourg.

✕ **Bassin versant de la Choisille**

La Directive Cadre Européenne fixe un cadre européen pour la politique de l'eau. Elle fixe un objectif de « bon état écologique des eaux souterraines et superficielles en Europe pour 2015 ».

Elle identifie des « masses d'eau » qui correspondent à des unités hydrographiques constituées d'un même type de milieu. C'est à l'échelle des masses d'eau que l'on apprécie la possibilité d'atteindre les objectifs.

La Choisille correspond à un Grand Cours d'Eau : RGR0313. Le respect du bon état écologique a été reporté pour 2021, et pour le bon état chimique en 2027.

Le bon état écologique est défini par les limites de concentrations suivantes, correspondant à la classe bon du SEEE :

Paramètres	Unités	Limite sup bon état DCE	Limite inf bon état DCE	Milieu de classe bon état DCE
MES	mg/l	50	25	37,50
DCO	mgO ₂ /l	30	20	25
DBO ₅	mgO ₂ /l	6	3	4,50
NH ₄ ⁺	mg/l	0,50	0,10	0,30
Pt	mg/l	0,20	0,05	0,13
NO ₃	mg/l	50	10	30
NO ₂	mg/l	0,30	0,10	0,20

L'Agence de l'Eau dispose de données qualitatives pour la Choisille en aval de la zone d'étude :

- à la station n°04055900 à Saint-Cyr-sur-Loire, au moulin de Charcenay.

Les valeurs de qualité chimique sont données dans les tableaux ci-dessous.

Les cellules sont coloriées selon le code couleur SEEE :

Très bon	Bon	Médiocre	Mauvais	Très mauvais
----------	-----	----------	---------	--------------

La Choisille : Station n°04055900

	2007	2008	2009
Matières Organiques et OXydables			
O ₂ dissous (mg/l)	10.30	9.20	7.1
C organique (mg/l C)	3.80	5.40	3.72
Taux sat. O ₂ (%)	90.00	100.00	100.00
DBO ₅ (mg/l O ₂)	2.50	1.80	1.80
NH ₄ ⁺ (mg/l-NH ₄)	0.06	0.05	0.07
NTK (mg/l-N)	1.10	1.30	1.00
Matières Azotées			
NO ₂ ⁻ (mg/l-NO ₂)	0.04	0.04	0.05
NH ₄ ⁺ (mg/l-NH ₄)	0.06	0.05	0.07
NTK (mg/l-N)	1.10	1.30	1.00
Nitrates			
NO ₃ ⁻ (mg/l-NO ₃)	10.00	10.00	9.00
Matières Phosphorées			
Ptot (mg/l)	0.11	0.15	0.12
PO ₄ ³⁻ (mg/l-PO ₄)	0.15	0.30	0.26
Particules en suspension			
MES (mg/l)	9.00	38	17
Effets des proliférations végétales			
Pheopig. + Chl. A (µg/l)	25.7	/	/
Invertébrés benthiques			
IBGN	/	/	/

La qualité des eaux de la Choisille est globalement bonne.

Concernant les matières organiques et oxydables, les mesures indiquent majoritairement une très bonne qualité du cours d'eau sur les trois années de mesures.

III.2.2 S.D.A.G.E.

Les articles L. 212-1 et L. 212-2 confient aux comités de bassin l'élaboration des SDAGE ou Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux qui constituent l'un des instruments majeurs mis en œuvre en vue d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Comme dans les cinq autres grands bassins hydrographiques français, le comité de bassin Loire-Bretagne a décidé qu'il y aurait un seul SDAGE pour l'ensemble du territoire.

Celui-ci définit sept objectifs concernant la gestion du bassin :

↳ Gagner la bataille de l'alimentation en eau potable :

- Mieux connaître, ou parfois reconquérir, les gisements d'eaux souterraines, en évitant leur surexploitation, et les réserver si nécessaire en priorité à l'alimentation en eau potable,
- Conserver ou rendre aux eaux de surface susceptibles d'être potabilisées des caractéristiques adéquates,
- Fiabiliser et moderniser les systèmes de traitement et de distribution d'eau potable avec des solutions adaptées, complétant notamment les interconnexions de sécurité.

↳ Poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux de surface :

- Réactualiser les objectifs de qualité,
- Réduire aussi bien par temps de pluie que par temps sec la pollution par les rejets urbains, industriels et agricoles.

↳ Retrouver des rivières vivantes et mieux les gérer :

- Y assurer un débit minimal qui permet la vie des espèces animales et végétales et garantit les usages de priorité absolue, comme les prélèvements pour l'alimentation en eau potable,
- Respecter, voire rétablir les dynamiques naturelles des cours d'eau et mieux gérer leurs abords.

↳ Sauvegarder et mettre en valeur les zones humides :

- Inventorier les zones humides et renforcer les outils de suivi et d'évaluation,
- Assurer la cohérence des politiques publiques qui y sont menées,
- Informer et sensibiliser les partenaires locaux concernés et la population.

↳ **Préserver et restaurer les écosystèmes littoraux :**

- En établissant des indicateurs de qualité littoraux et en mettant en place un véritable suivi du littoral,
- En réduisant de façon drastique la pollution bactériologique au droit de certains usages (baignade, pêche,...), notamment par un traitement adapté des rejets de stations d'épuration,
- En agissant fortement au niveau de bassins versants prioritaires pour y réduire les apports de nutriments (notamment d'azote), générateurs des phénomènes d'eutrophisation marine,
- En imposant dans les projets d'aménagements littoraux une prise en compte accrue de la pollution aquatique,
- En protégeant les estuaires dont le rôle écologique (notamment de « nourrisserie »), est particulièrement important.

↳ **Réussir la concertation notamment avec l'agriculture :**

- Renforcer les mécanismes de solidarité et les concertations actives,

↳ **Savoir mieux vivre avec les crues :**

- D'abord et d'urgence mettre un terme à l'urbanisation des zones inondables,
- Améliorer la protection des zones inondables déjà urbanisées,
- Sauvegarder ou retrouver le caractère naturel, la qualité écologique et paysagère des champs d'expansion de crue.

Le territoire de la commune de Saint-Roch est inclus dans le périmètre du SDAGE Loire-Bretagne approuvé le 26 juillet 1996 par le préfet de région.

III.2.3 Géologie

La carte géologique du BRGM n°457 (Tours) au 1/50 000ème nous renseigne sur les formations rencontrées sur la commune de Saint-Roch.

Dans la partie Sud, apparaissent les calcaires lacustres à couches d'argiles et de marnes. Dans la partie centrale, affleurent les argiles éocènes à perrons donnant des bournais lourds, les mares y sont fréquentes, au Nord de la Davière, les sables et graviers continentaux les recouvrent. Le Nord de la commune est couvert de formations siliceuses, silex et argile blanche ou verdâtre.

Les terrains affleurants, au droit de la commune, sont décrits ci-dessous des plus récents vers les plus anciens :

Fz, Alluvions modernes : Elles ont une origine locale, constituées de graviers (silex et quartz), sables et argiles

m3p Post-Helvétien : Ce sont des sables et graviers continentaux, argileux, ils se trouvent au point haut de la commune, entre Davière et Tremblay

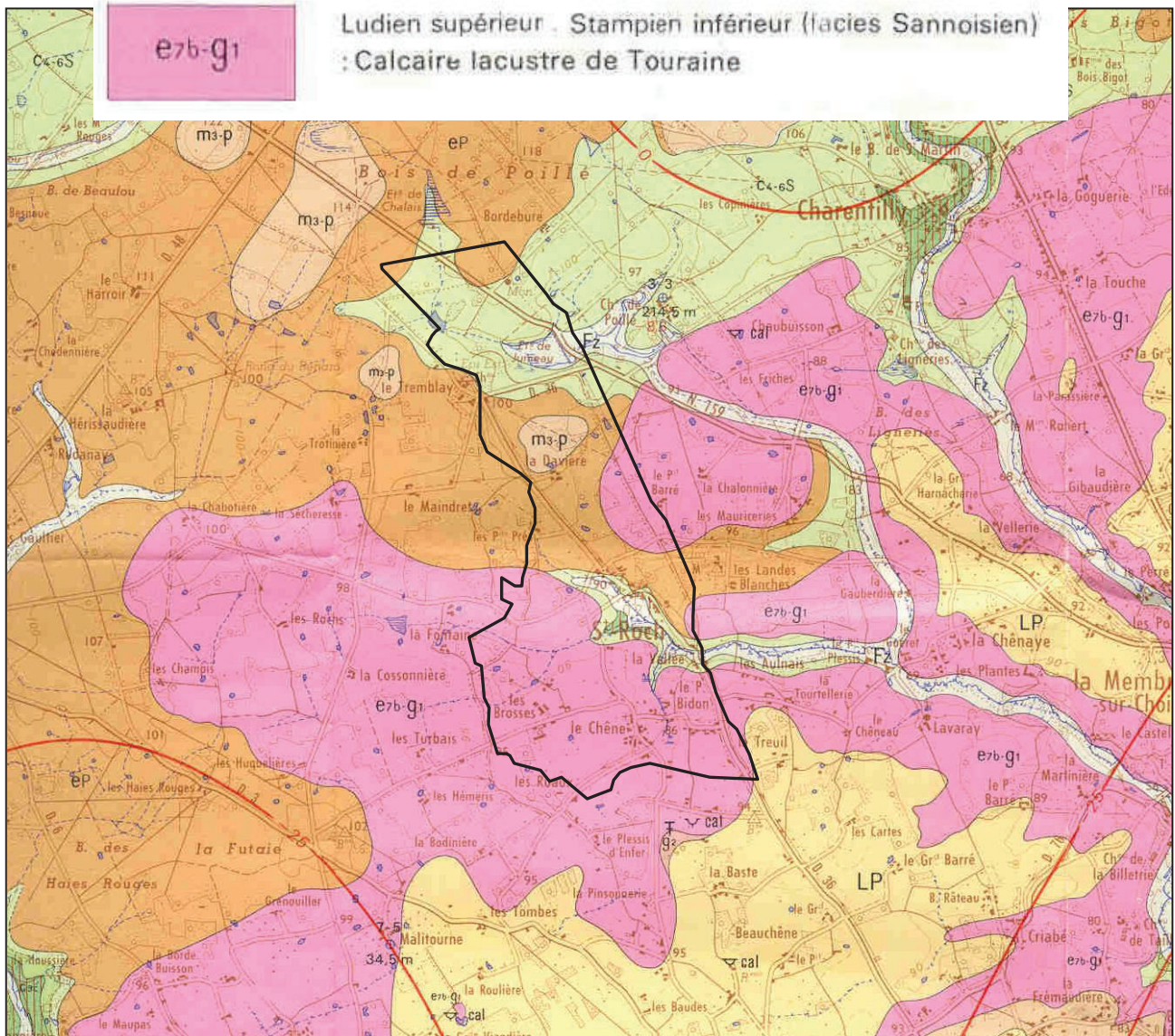
e7b-g1 Ludien supérieur – Stampien inférieur : Calcaire lacustre de Touraine. Les calcaires blancs ou bruns très clairs dominant au sein de cette formation qui comprend en outre des couches d'argile blanche ou verdâtre, de marne blanche, verte ou ocre et des bancs de meulière compacte ou caverneuse. Ils sont recouverts par un sol argileux qui peut atteindre un mètre d'épaisseur.

eP Eocène détritique continental : Conglomérats et grès siliceux prient dans une matrice argileuse, ils peuvent constituer en place un véritable pavage

c4-6S Sénonien : Formations siliceuses constituées de dépôts d'argile blanche ou verdâtre contenant de très nombreux silex blonds ou gris à cortex blanc. Elles apparaissent à la pointe Nord de la commune, au niveau de l'Etang de Jumeau et au niveau de la vallée de la Petite Choisille.

c4-6B Sénonien : Craie Blanche à silex (Craie de Blois), elle apparait au Sud du bourg, mis à nue par un ru, affluent de la Choisille, c'est une craie typique, blanche à silex gris ou blonds.

COMMUNE DE SAINT ROCH
Révision du zonage d'assainissement
Carte géologique de la commune
Extrait de la carte géologique du BRGM n°457
TOURS



Légende :

e7b-g1	Ludien supérieur - Stampien inférieur (facies Sannoisien) : Calcaire lacustre de Touraine	CE m3-p	LP	CE - Sables éoliens m3-p - Sables éoliens sur sables et graviers continentaux LP - Limon des plateaux
Fz	Alluvions modernes : sables et graviers	m3-p		Sables et graviers continentaux
ep	Eocène détritique continental ep - Conglomérats et grès siliceux es - Sables argileux			
C4-6S	Sénonien C4-6S - Formations siliceuses C4-6B - Craie blanche à silex (Craie de Blois) C4-6V - Craie de Villedieu			

III.2.4 Hydrogéologie

Deux ensembles hydrogéologiques existent au droit du territoire communal sont, du plus superficiel au plus profond :

- Aquifère des Calcaires de Touraine :

De faible puissance, de l'ordre de 15 mètres, il est surtout capté pour satisfaire les besoins domestiques privés. Son niveau piézométrique est relativement proche de la surface.

- Aquifère des formations siliceuses du Sénonien :

Il s'agit d'un réservoir superficiel de faible puissance, les puits sont peu profonds (environ 5 mètres) mais les battements interannuels de la surface piézométrique peuvent être importants.

III.2.5 Captage d'eau potable

La mise en service d'un captage d'alimentation en eau potable est soumise à une procédure d'autorisation au titre de la loi sur l'eau. Elle aboutit à la prise d'un arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique, ainsi qu'à une inscription au fichier des hypothèques pour être opposable aux tiers.

L'article L.1321-2 du code de la Santé Publique prévoit autour de chaque ouvrage de captage d'eau potable la mise en place de deux ou trois périmètres de protection :

- Les périmètres de protection immédiat (PPI) et rapprochés (PPR) sont tous deux obligatoires.
Toute activité ou installation et tout dépôt pouvant nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux sont interdits dans le PPI et peuvent l'être dans le PPR.
- Au sein du périmètre de protection éloigné (PPE), non obligatoire, les activités, dépôts ou installations peuvent être réglementés mais pas interdits.

Selon la base de la DRASS Centre, La commune n'est concernée par aucune servitude de captage d'alimentation en eau potable.

IV. ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Afin de déterminer les filières d'assainissement autonome adaptées à chaque secteur concerné par l'assainissement individuel, une campagne pédologique a été réalisée lors de l'étude de zonage d'assainissement de 1998 réalisée par la société GEO-LOG Conseil. La synthèse de ces campagnes est présentée dans ce paragraphe.

Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Trois catégories de sols ont été rencontrées :

TYPE I : Sol de la plaine alluviale du ruisseau de la Petite Choisille et de ces rus d'alimentation. Ils sont constitués d'alluvions anciennes. Hydromorphes à très hydromorphes, ils peuvent présenter un horizon pseudo-gleyseux à 0,80 m.

Les dispositifs préconisés pour les habitations présentes sur ce type de sol, seront du type FILTRE A SABLE DRAINE ou TERTRE D'INFILTRATION si la nappe est proche de la surface.

Ces sols ont été rencontrés sur les secteurs de l'Etang de la Bordézière et en bordure immédiate des cours d'eaux.

TYPE II : Sol sur substratum du Sénonien et de l'Eocène détritique, de texture limoneuse à limono-argilo-sableuse, marron à marron-orangé. Ils se présentent une hydromorphie temporaire à faible (0,40m) ou moyenne (0,80m) profondeur.

Le dispositif préconisé pour les habitations présentes sur ce type de sol, sera du type FILTRE A SABLE DRAINE.

Ces sols ont été rencontrés sur les secteurs de : Tremblay, la Davière, les Bois des Ris, les Aubuis, les Quatre Arpents, le Fourgon, la Brûlée, le Château et le Pont Bidon.

TYPE III : Sol sur substratum calcaire lacustre de Touraine, de texture limono-argileuse à argileuse. Ils présentent une hydromorphie de surface marquée.

Les dispositifs préconisés pour les habitations présentes sur ce type de sol, seront du type FILTRE A SABLE NON DRAINE pour un substratum calcaire sain et fissuré à faible ou moyenne profondeur (<0,80m) ou de type FILTRE A SABLE DRAINE pour un substratum >0,80m de profondeur, ou de type TERTRE D'INFILTRATION si la nappe est proche de la surface.

Ces sols ont été rencontrés sur les secteurs de : les Longues Haies, les Brosses, la Calotterie, le Mortier Bernard, Grands Ruaux, la Gentilhommière, la Fosse Mialesse, les Terrages, la Picherie, Ville Greuil, le Chêne et la Sourisserie.

Les aptitudes des sols à l'assainissement individuel ne présentent que des tendances. La définition précise de la filière d'assainissement individuel nécessite une étude particulière pour chaque habitation.

V. ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'élaboration des solutions d'assainissement collectif dépend de l'existence d'équipements, de l'organisation des zones bâties et des contraintes qui ont été mises en évidence. Actuellement, la commune de SAINT-ROCH possède un système de collecte et de traitement des eaux usées sur la quasi-totalité de ces secteurs agglomérés.

L'assainissement collectif se justifie d'autant plus que les contraintes vis-à-vis de l'assainissement autonome sont importantes. Ces contraintes sont diverses :

- ◆ **La surface** : Le terrain disponible est-il suffisant pour mettre en place un système d'épandage réglementaire ?
- ◆ **L'accès à la parcelle** : Il doit être possible de rentrer sur la parcelle avec des engins de pose et d'entretien (camion, mini-pelle, ...).
- ◆ **La pente** : Il est préférable que la pente favorise le transit des eaux usées de l'habitation vers le système de traitement.
- ◆ **L'aménagement général de la parcelle** : Arbres, terrasses, dalles, graviers, ...
- ◆ **L'aptitude des sols à l'assainissement autonome** : La nature du sol doit être apte à l'épuration et à la dispersion des effluents
- ◆ **Cas particuliers** : Entreprise, école, ...

Les conclusions du zonage d'assainissement de 1998 ne sont pas remises en question. Cette révision de zonage porte uniquement sur des extensions possibles de la zone d'assainissement collectif afin d'avoir une cohérence entre le zonage d'assainissement et le Plan local d'Urbanisme.

L'examen visuel a révélé que l'assainissement collectif pouvait être étendu sur certains secteurs à proximité immédiats des zones desservies ou en cours de dessertes par l'assainissement collectif, où de nouvelles constructions vont être implantées.

Les secteurs n'étant pas dans le zonage d'assainissement collectif où un projet d'extension de réseau peut être envisagé sont : la Petite Brosse, la Gentilhommière.

V.1. Approche technique et financière

Les projets d'assainissement collectif présentés à la commune ont été chiffrés sur la base de coûts unitaires :

- 180 € ml pour un réseau séparatif sous voirie (communale ou départementale),
- 1 000 € l'unité pour le raccordement domaine public d'une habitation,
- 350 à 1 000 € par habitant pour l'unité de traitement (fonction du type de traitement)
- ...

Sur cette base, le raccordement d'une habitation occupée par 3 personnes, distante de 30 ml de l'habitation précédente coûtera :

Réseau :	30 ml x 180 € =	5 400 €
Raccordement	1 x 1 000 € =	1 000 €
Participation au traitement	3 x (350 à 1000) € =	1 050 à 3 000 €
		=====
	TOTAL H.T.	7 450 à 9 400 €

Auxquels peuvent s'ajouter le coût d'éventuels réseaux et postes de refoulement.

Il n'est donc pas raisonnable, sauf si des situations particulières l'exigent, d'étendre les réseaux lorsque le ratio de raccordement descend au-dessous d'un branchement tous les 30 mètres de canalisation posée, d'autant plus que le taux d'occupation des habitations est faible. Il devient alors préférable de privilégier l'assainissement autonome.

Ne sont donc pas économiquement collectables sur un réseau :

- les secteurs où l'habitat est globalement diffus,
- les habitations trop éloignées du réseau,
- les habitations en situation topographique défavorable, pour lesquelles un raccordement supposerait des investissements disproportionnés en regard du nombre d'habitations raccordées (refoulement).

Projet d'assainissement collectif sur le secteur de la Petite Brosse

Ce projet permet de collecter de façon gravitaire 36 habitations du secteur de la Petite Brosse. Il collecte gravitairement les eaux usées du secteur vers le réseau d'assainissement existant au début de la route.

	Quantité	Coût Unitaire en € HT	Coût Total en € HT
RESEAU			
Canalisations gravitaires sous voirie	760	180	136 800
Coût au branchement	36	1000	36 000
Honoraires divers	%	15%	25 920
Total RESEAU			198 720

Soit 5 520 € HT / branchement

Soit 21 ml de canalisation gravitaire / branchement

Commentaires :

Le coût au branchement de ce projet est intéressant à condition que les pentes du secteur soient suffisantes pour installer un réseau gravitaire. Dans le cas où une mise en place d'un poste de refoulement serait nécessaire, un surcoût d'environ 50 000 € est à envisager, soit un coût au branchement avoisinant les 6 900 € HT.

Projet d'assainissement collectif sur la Gentilhommière

Ce projet permet de collecter 14 habitations situées sur le secteur de la Gentilhommière. Les eaux usées de ces branchements sont acheminées vers un poste de refoulement qui les renvoie vers le poste chemin du Chêne.

	Quantité	Coût Unitaire en € HT	Coût Total en € HT
RESEAU			
Canalisations gravitaires	256	180	46 080
Coût au branchement	14	1000	14 000
Canalisations de refoulement	240	80	19 200
Poste de refoulement	1	20 000	20 000
Honoraires divers	%	15%	14 892

Total RESEAU	114 172
---------------------	----------------

Soit 8 155 € HT / branchement

Soit 18 ml de canalisation gravitaire / branchement

Commentaires :

Le coût au branchement de ce projet est assez élevé. La topographie du secteur ne permet pas de mettre en place un réseau uniquement gravitaire et la pose d'un poste de refoulement supplémentaire pour 14 habitations explique ce coût élevé du projet.

V.2. Choix de la commune

Outre les secteurs urbanisables à proximité immédiate du réseau d'assainissement existant, le conseil municipal propose de retenir les secteurs de la Petite Brosse et de la Gentilhommière en zone d'assainissement collectif.

Le choix de ces zones en assainissement collectif se justifie par plusieurs points.

La mise en place de l'assainissement collectif sur ce secteur s'inscrit dans une logique de développement de l'habitat. Cette extension apporte une certaine cohérence dans le zonage d'assainissement communal (éviter d'avoir des tronçons de réseaux d'assainissement collectif dispersés). Cette révision de zonage permet aussi de desservir la majeure partie des futures zones urbanisables de la commune prévues dans le Plan Local d'Urbanisme. La quasi-totalité de ces nouvelles parcelles en assainissement collectif peuvent être desservies par un réseau gravitaire.

Compte tenu de l'éloignement des logements et de la densité de l'habitat, le reste du territoire relève toujours de l'assainissement non collectif.

VI. CONCLUSION

L'étude du zonage d'assainissement et ses conséquences en matière de techniques d'épuration est un document important en terme d'urbanisme. Il représente l'engagement de la collectivité à moyen terme en matière de réalisation de travaux pour l'assainissement collectif.

Le zonage présenté sur les cartes au 1/5000^{ème} ci-après symbolise les choix effectués par la collectivité en matière d'assainissement.

Les zones traitées collectivement sont représentées par la couleur rouge :

- **Le Bourg de SAINT-ROCH et les zones « Au » situées au nord de la mairie ;**
- **Les Pièces de la Baratterie ;**
- **La Foire de Saint Roch ;**
- **Le Château ;**
- **La Vallée de Saint-Roch ;**
- **Le Mortier Renaud ;**
- **La Petite Brosse ;**
- **Le Pont Bidon ;**
- **Le Chêne (en partie) ;**
- **La Gentilhommière ;**
- **La zone d'activités ;**
- **La Picherie ;**
- **La Sourisserie.**

Les zones relevant de l'assainissement non collectif ne sont représentées par aucune couleur, il s'agit du reste du territoire communal.

Les habitations non collectées par des réseaux d'assainissement relèvent d'assainissement autonome. Il est du ressort des propriétaires d'équiper les habitations d'un dispositif adapté et performant (article L1331-1 du code de la santé publique). Dans l'attente du passage d'un réseau les habitations ne sont pas juridiquement dispensées d'être équipées d'un assainissement individuel convenable. Le problème se posera en particulier pour les futures maisons neuves, situées sur le trajet d'un réseau non encore réalisé : Elles devront s'équiper d'un assainissement autonome aux normes performant, un délai d'amortissement de dix ans avant raccordement pouvant alors être consenti.

